

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Mercosur-et-le-capitalisme-d-Etat-au-XXIe-siecle>

Le Mercosur et le capitalisme d'État au XXIe siècle

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - MERCOSUR -

Date de mise en ligne : lundi 6 août 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Venezuela et le Mercosur ont quatre ans devant eux pour s'adapter à une nouvelle étape. Pendant 21 ans, de 1991 à 2012, ce fut un quatuor composé d'une économie gigantesque (le Brésil), la deuxième plus grande d'Amérique du Sud (l'Argentine) et deux petits pays comme le Paraguay et l'Uruguay. Depuis le dernier 31 juillet, jour de l'intégration à part entière du Venezuela, c'est un quintette qui a déjà à l'intérieur l'une des deux économies sur les quatre les plus importantes de la région. L'autre est la Colombie.

Le nouveau Mercosur fonctionnera-t-il ou ne fonctionnera-t-il pas ? Sera-t-il réellement nouveau ? Qu'arrivera-t-il quand le Paraguay récupérera tous ses droits, dont il a été partiellement suspendu, peut-être après ses élections présidentielles d'avril ?

Chacun a le droit de penser à des scénarios possibles et d'imaginer des pronostics. Mais peut-être est-il plus utile d'analyser une hypothèse : après avoir additionné une grande économie comme celle du Venezuela dans des conditions d'entente politique internationale entre l'Argentine et le Brésil, les deux pays semblent avoir parié sur une formule plus semblable à celle de 1985, quand l'intégration a permis un saut en avant pour les deux, qu'à celle de 1991. En 1991, l'accord de création du Mercosur a été signé par les gouvernements qui faisaient une profession de foi du libre échange, de la dérégulation, de la privatisation de tout ce qui bougeait, la déréglementation et la vie fondée sur l'absorption de capitaux externes.

Dès 1985, avec José Sarney là-bas et Raúl Alfonsín ici, Brasilia et Buenos Aires ont échangé leur savoir nucléaire comme preuve de confiance, ils se sont engagés ensemble dans la chance d'une Amérique Latine que vivait sa dernière crise dérivée de la Guerre Froide, celle de l'Amérique Centrale, et ont commencé à planifier l'intégration de secteurs économiques sur la base de protocoles administrés par les deux États. L'industrie automobile fut l'un de ces secteurs.

Le Mercosur de Carlos Menem, Fernando Collor de Mello, Fernando Henrique Cardoso ou Luis Lacalle a supposé, en revanche, un reflet de l'ère ultralibérale, une baisse dans l'intensité de la relation politique et une vacuité des États actifs.

La situation fut récemment modifiée avec l'arrivée au gouvernement de Luiz Inácio « Lula » da Silva, le 1er janvier 2003, et de Néstor Kirchner, le 25 mai de la même année. Hugo Chávez gouvernait déjà depuis 1999 et plus tard des régimes de réforme se joindraient avec la Bolivie, Uruguay et Équateur. La nouvelle époque avait quelque chose en commun : avec toutes leurs différences, les pays avaient souffert une crise d'idées, des politiques et des stratégies d'appauvrissement de même accabi. Et en plus : dans tous les cas le nouveau réformisme a sauvé l'État comme l'acteur.

Cette année l'hebdomadaire Anglais *The Economist* a organisé un débat ouvert dans sa page Web. Deux experts ont lancé la polémique sur l'existence et l'opportunité du nouveau capitalisme d'État depuis différentes postures. L'économiste Aldo Musacchio, professeur de la business school de l'Université de Harvard, a résumé ainsi son point de vue : « *Le capitalisme d'État au XXIe siècle est une forme hybride du capitalisme qui pousse les entreprises à la première ligne des 500 de Fortune* ». Ian Bremmer, expert en risque politique, fondateur et président d'Eurasie Group lui a répondu. Voici sa synthèse : « *Le premier objectif du capitalisme étatique n'est pas de produire une richesse mais d'assurer que la création de richesse ne menace pas les élites gouvernantes qui détiennent le pouvoir* ».

Le modérateur, Adrian Wooldridge, a encadré le débat sur la croissance chinoise et sur la question de savoir si le monde passerait du capitalisme libéral au capitalisme d'État. En résumant la posture critique de Bremmer, Wooldridge a dit que les exemples du capitalisme d'État que l'expert en risque donnait sont des autocraties. Pas seulement la Chine mais aussi la Russie et quelques pays arabes entreraient dans ce modèle. « *Une démocratie libérale comme celle du Brésil peut adopter plusieurs aspects du capitalisme d'État - comme appuyer ses champions nationaux - mais il s'agit essentiellement d'économies de marché* », citait le modérateur. L'exemple de forme du capitalisme d'État adopté par le Brésil serait, selon Bremmer, la très puissante *Petrobras*, qui fait partie du *ranking* des plus grandes entreprises du monde. Le champion national privé à soutenir, la compagnie minière *Vale*.

Le modérateur pensait que, de la même façon qu'il y a des variantes du capitalisme libéral, il y a aussi des variantes du capitalisme d'État, « *depuis le modèle autocratique chinois au plus libéral du Brésil* ».

Musacchio a écrit que le capitalisme d'État est différent de celui qui fut en vigueur grâce aux nationalisations entre l'après-guerre et la décennie 1980. Et cela pour trois motifs :

Le premier motif : les pays qui avaient des systèmes forts de capitalisme d'État ont mieux résisté à la crise de 2008-2009. « La Chine, l'Inde et le Brésil ont pu éviter une sévère récession grâce, en partie, à la capacité de leurs gouvernements à déployer des ressources à travers des banques étatiques et des entreprises dont le propriétaire est l'État ».

Le deuxième motif : le capitalisme étatique d'aujourd'hui est caractérisé par le fait que les gouvernements se sont rendus compte que des entreprises rentables renforcent l'État. Elles sont en compétition internationalement, ont des managers professionnels, sont transparentes et admettent la surveillance.

Le troisième motif : souvent l'État est un actionnaire minoritaire plus qu'un propriétaire et un gérant. Cela filtre les problèmes habituels, pour Musacchio, comme « le manque d'orientation commerciale, l'absence d'initiatives élevées et l'influence de la politique sur le management ».

Musacchio admet que les champions nationaux avec un appui étatique - des entreprises avec des avantages douaniers ou fiscaux - peuvent amener à ce que l'État soit accusé de donner des avantages pas très chevaleresques. C'est le cas de grandes sociétés coréennes qui sont à la tête aujourd'hui du secteur des brevets. Mais il se demande : « *N'est-ce pas précisément cela que les pays riches ont fait quand c'étaient encore des nations émergentes ?* ».

Comme, en plus de débattre, les lecteurs pouvaient voter, ils l'ont fait. Et le résultat a été étonnant. Bremmer a gagné par 61 % en face de Musacchio, qui a obtenu 39 %. Qu'est-ce qu'il y a d'étonnant ? Que *The Economist* est une revue conservatrice, et que donc ce 39 % s'avère plus significatif que le chiffre en soi. Il marque, peut-être, un climat d'époque. Dans son commentaire final, Wooldridge lui-même recommandait de faire l'attention à l'analyse, parce qu'à son avis, peut-être plusieurs de ceux qui ont voté pour le « *capitalisme libéral* » l'ont fait pour une idée (cela ne plaît pas aux gens se voir apparenté avec une autocratie) mais en même temps le « *capitalisme d'État* » est une pratique de plus en plus commune.

Au-delà de ces résultats finals, la configuration du Mercosur mise en place ce 31 juillet semble s'insérer dans cette pratique.

[Página 12](#). Buenos Aires, 6 août 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 6 août 2012.

[Contrat Creative Commons]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).